

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de BAR LE DUC
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar Le Duc Cedex

Bar Le Duc, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ferme éolienne de la Cote du Gibet

55220 Souilly

Références : SV/2025-561
Code AIOT : 0006209447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement Ferme éolienne de la Cote du Gibet implanté 55220 Souilly. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du suivi des mesures ERC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme éolienne de la Cote du Gibet
- 55220 Souilly
- Code AIOT : 0006209447
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Soregies est autorisée à exploiter le parc éolien "Ferme éolienne de la côte du Gibet" sur la commune de SOUILLY par l'arrêté préfectoral accordant permis de construire PC 5549807A0004 du 14 février 2011 (déclaration d'antériorité ICPE du 31 mai 2013 et changement d'exploitant du 24 octobre 2024).

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------|--|--|-----------------------|
| 4 | Accès aux aérogénérateurs | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Déclaration données techniques | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 | Sans objet |
| 2 | Suivi environnemental | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 3 | Collecte des données du suivi environnemental | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 5 | Affichage des prescriptions | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet |
| 6 | Formation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Sans objet |
| 7 | Contrôle des brides et fixations | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-1 | Sans objet |
| 8 | Garantie financières | Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-101 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental du parc éolien ne montre pas de mortalité chiroptères et avifaunes significatives et ne nécessite donc pas de mesures de bridage en l'état actuel.

L'accès aux aérogénérateurs est fermé à clef, sauf pour l'éolienne E7. L'exploitant s'est engagé à y remédier rapidement. Les brides de fixations sont contrôlées annuellement par le constructeur du parc (VESTAS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration données techniques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration données techniques |
| Prescription contrôlée : I. Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs « et du (des) poste (s) de livraison ». Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire (plateforme OREO décision du 19 avril 2022). II. A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - « le dépôt d'un dossier » de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ; - [...] - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs « y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation » ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - [...] |
| Constats : La déclaration des données techniques a été réalisée sur OREOL : le parc comprend 5 éoliennes (E5 à E9) et un poste de raccordement PL1. Le parc a été mis en service en 2012. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Suivi environnemental

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu |

| |
|--|
| <p>par le ministre chargé des installations classées. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le premier suivi de mortalité a été réalisé entre le 22 avril 2014 et le 10 mai 2015 (4 cadavres de chiroptères et un cadavre Étourneau retrouvés en juillet/aout/septembre) sur les éoliennes les plus proches du massif forestier (5, 6 et 9).</p> <p>Un second suivi de mortalité a été réalisé entre le 18 mai 2022 et le 25 octobre 2022, 1 cadavre de chiroptère en aout sur l'éolienne 5 et un cadavre de faucon crécerelle sur l'éolienne 7. En 2022, le bureau d'études, conclut à un niveau de mortalité faible pour les oiseaux et les chauves-souris. De ce fait aucune mesure ERC n'est jugée nécessaire.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Collecte des données du suivi environnemental

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le certificat de dépôt dans la base de données "Depobio" datant du 12 juin 2023.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Accès aux aérogénérateurs

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, [...] sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p> |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>L'accès à l'intérieur des aérogénérateurs E5/E6/E8/E9 est maintenu fermé à clef.</p> <p>La porte de l'éolienne E7 était fermée le jour de la visite, mais non verrouillée. L'inspection a été en mesure d'ouvrir la porte facilement. L'exploitant est parvenu à verrouiller cette porte après quelques minutes.</p> <p>L'exploitant prévoit de faire réaliser au plus vite une maintenance pour réparer le système de fermeture de la porte.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection un document justifiant de la réparation effective du système de fermeture de la porte de l'éolienne E7.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 5 : Affichage des prescriptions

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Affichage des prescriptions</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La présence de panneaux informant les tiers des risques liés à la présence des éoliennes a été constaté. Les prescriptions de l'article 14 sont respectées.</p> <p>Les panneaux contiennent toutes les informations imposées à l'article 14:</p> <ul style="list-style-type: none"> - consigne de sécurité à suivre en cas de situation anormale, - interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur, - mise en garde face aux risques d'électrocution - risque de chute de glace. |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Formation

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p> |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation |
| Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. [...] |
| Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la liste des personnes d'astreintes en cas de risques accidentels. Le responsable d'exploitation fait parti du personnel d'astreinte et connaît les procédures à suivre en cas d'urgence. L'exploitant a informé l'inspection que des exercices sont réalisés annuellement. Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection : les attestations de formation aux risques accidentels des personnes d'astreintes (registre de formation de 2021 à 2024 sur les thématiques de la procédure d'arrêt d'urgence, soit par exemple en cas de survitesse, incendie, chute de pâle, Etc...) ainsi que le registre de suivi des exercices réalisés en lien avec le SDIS depuis 2016 à 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Contrôle des brides et fixations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides et fixations |
| Prescription contrôlée : « I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations [...]. |
| Constats : Les documents présentés par l'exploitant permettent à l'inspection de constater que les brides de fixation sont contrôlées annuellement. Par sondage, l'inspection a consulté les rapports d'intervention de serrage des éoliennes E5/E6/E7/E8/E9 pour les années 2023 et 2024. Il n'y a aucune observation sur ces rapports. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Garantie financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.515-101 |
| Thème(s) : Risques chroniques, constitution des garanties financières |
| Prescription contrôlée : I. - La mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique |

du vent soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106. Le montant des garanties financières exigées ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant sont fixés par l'arrêté d'autorisation de l'installation.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection l'acte de cautionnement du 20 mai 2025 d'un montant de 323 792 euros, qui est valide jusqu'au 31 mai 2030.

Type de suites proposées : Sans suite